

BLANQUER RESTE, NOUS AUSSI !

Appel commun du mardi 7 juillet 2020
Coordination nationale de l'Éducation (1er et 2nd degrés) • Les Stylos Rouges

DANS L'ÉDUCATION, UNE ANNÉE ÉPROUVANTE MAIS HISTORIQUE

C'est une année éprouvante mais historique que nous venons de vivre, dans l'Éducation mais aussi à l'échelle du pays.

Après un début d'année où la charge de travail et la désorganisation ont encore explosé en lycée général, technologique et professionnel avec l'entrée en vigueur des réformes Blanquer, le mois de septembre a très vite donné le ton d'une année qui ne serait pas comme les autres. L'Éducation a très vite été endeuillée par le suicide de plusieurs collègues, dont celui de notre collègue Christine Renon dans son école, dont la lettre mettait en accusation l'institution. En l'espace de seulement quelques jours, les personnels ont pour la première fois réagi par la grève à l'échelle nationale à un suicide au travail, bien au-delà de la seule ville de Pantin dans le 93.

Puis à partir du 5 décembre, l'année fut bouleversée par un mouvement de grève interprofessionnelle d'une longueur inédite contre la réforme des retraites, enregistrant plusieurs journées de grève majoritaire dans l'Éducation (1er et 2nd degrés confondus), qui était de fait l'un des secteurs en pointe avec les transports. Information en direction des collègues et de la population, tournées des écoles et établissements, assemblées générales dans nos établissements, circonscriptions ou villes, manifestations régulières avec des cortèges Éducation absolument massifs, piquets de grève, blocages interprofessionnels, actions visibles ont rythmé les mois de décembre, janvier et février, même après l'usage de l'article 49.3 par le gouvernement.

Après avoir passé le cap des vacances de fin d'année, le mouvement de grève a connu plusieurs rebonds, en particulier dans les lycées où la réforme des retraites s'est entrechoquée avec les « épreuves communes de contrôle continu » du Bac Blanquer, embrasant des centaines de lycées généraux et technologiques. Ont suivi plusieurs semaines de grèves des personnels, de blocages et de « grève » des lycéens, de piquets de grève avec parents, lycéens et soutiens interprofessionnels, dans près de 700 lycées en France. Plusieurs semaines aussi de répression policière et administrative à l'encontre du mouvement lycéen (brutalités, gardes à vue, plaintes, exclusions...) et des personnels mobilisés (menaces de sanctions disciplinaires, plaintes, suspensions à titre conservatoire comme à Dole ou à Melle...). À l'heure actuelle, des dizaines de lycées n'ont encore pas passé des E3C, avec environ 30 000 copies manquantes : Blanquer leur ordonne de repasser ces épreuves à partir de septembre.

Puis ce fut l'irruption dramatique de la pandémie de COVID-19, pendant laquelle Blanquer et son administration ont alterné improvisation et irresponsabilité la plus totale, alors que la première victime en France était un enseignant de l'Oise, et que les clusters se multiplient encore aujourd'hui dans les écoles et établissements. Après avoir refusé la fermeture des écoles et établissements jusqu'à y être contraint par la situation catastrophique, Blanquer s'est lancé dans un festival d'ordres et contre-ordres, de consignes données à la télévision et devant être appliquées aussitôt, mettant sous tension toute la chaîne hiérarchique, jusqu'à amener au bord du burn-out de nombreux personnels, en particulier dans les écoles. Quant au déconfinement, il s'est fait à marche forcée dans le but très clair de relancer la machine économique, transformant l'École en une simple « garderie du Medef », le plus souvent au mépris de toute garantie sanitaire. Le déconfinement a également été mis à profit pour faire passer des attaques anciennes, mais remises au goût du jour à la faveur de la crise : management via la loi Rilhac sur la direction d'école, territorialisation via les 2S2C, privatisation via le tout-numérique...

Ajoutons à cela la gestion catastrophique des examens de fin d'année, à commencer par le Baccalauréat en Terminale et les épreuves anticipées de français en 1ère, avec des annonces les plus tardives possible et une généralisation du contrôle continu comme préfiguration du Bac 2021. Alors qu'on en voit aujourd'hui les conséquences inégalitaires en termes de tambouilles locales et de mise en concurrence entre établissements, nous continuons de refuser le contrôle continu et

revendiquons des examens nationaux, terminaux, anonymes et réellement égalitaires. Il en va de même pour la gestion catastrophique des concours de recrutement de l'Éducation, où l'opacité et les arrangements arbitraires maintiennent dans la précarité des milliers d'actuel·le·s ou futur·e·s collègues. Dans les deux cas, la solution la plus juste dans cette situation exceptionnelle est de valider les examens pour tou·te·s les candidat·e·s, et d'accepter tou·te·s les admissibles aux concours de recrutement.

Enfin, les politiques d'austérité continuent avec des suppressions de postes et des fermetures de classes jusqu'à la dernière minute, avec des effectifs en hausse dans les classes alors que la situation imposerait l'exact contraire, au vu de l'interruption de l'École depuis mars. Ainsi ce sont de nombreux collégiens qui ne trouvent pas de place en lycée, et de nombreux lycéens qui se retrouvent sans proposition sur Parcoursup. Quant aux personnels, ce sont une précarité accrue et des licenciements pour les non-titulaires, et une gestion des mutations désormais absolument opaque pour les titulaires, en application de la loi de transformation de la Fonction publique - avec, comme prévu, des cas révoltants de népotisme.

Pendant tout ce temps, Blanquer a multiplié les mensonges dans les médias (le fameux « tout est prêt » à deux reprises : avant les E3C, puis avant l'accident industriel de la « continuité pédagogique »), les annonces non suivies d'effets (les revalorisations qui ne seraient « pas des clopinettes »), les provocations contre ses propres personnels (qui seraient à « 99,9 % » d'accord avec ce qu'il dit), les coups de menton autoritaires (notamment sur les E3C), avec un fil rouge constant : le déni de réalité.

Le rejet de Blanquer, de son style et de ses politiques est plus massif que jamais parmi les personnels, y compris désormais parmi les personnels d'encadrement. Alors qu'il vient d'être reconduit au Ministère après une telle année, Blanquer doit plus que jamais partir, et avec lui ses politiques inégalitaires, libérales, managériales, autoritaires et réactionnaires.

DÉCONFINONS LES REVENDICATIONS

La Coordination nationale de l'Éducation et les Stylos Rouges s'opposent aux attaques actuelles contre l'Éducation à la faveur de la crise sanitaire : « vacances apprenantes », 2S2C, généralisation des PIAL pour les AESH, loi LPPR dans l'Enseignement Supérieur et la Recherche (qui devait être présentée au Conseil des ministres qui devait se tenir le 8 juillet), etc. Elles appellent à s'opposer aux nouvelles attaques à la rentrée.

La Coordination nationale de l'Éducation et les Stylos Rouges revendiquent :

- l'abandon de la loi Rilhac sur la direction d'école, des « vacances apprenantes », des 2S2C, de la LPPR dans le supérieur, et de toutes les politiques inégalitaires et managériales de Blanquer ;
- l'annulation des suppressions de postes et des fermetures de classes, et la baisse des effectifs dans les classes ;
- un plan urgent de recrutement massif sous statut dans toutes les catégories (enseignant·e·s, vie scolaire, AESH, PsyEN, médecine scolaire et de prévention...), à la hauteur des besoins pour surmonter les conséquences de la crise sanitaire, ses traumatismes et l'interruption de l'École depuis mars ;
- le recrutement d'urgence, pour commencer, de tou·te·s les contractuel·le·s admissibles aux concours internes, l'attribution de tous les postes mis aux concours externes, et le recrutement des candidat·e·s en liste complémentaire ;
- une revalorisation salariale d'urgence pour tous les personnels ;
- l'abrogation des réformes Blanquer, qui se montrent plus inadaptées que jamais face à la crise sanitaire et à ses conséquences, et notamment la suppression des E3C, qui doivent être repassées à partir de septembre pour les lycées où elles n'ont pas eu lieu, et qui sont plus généralement remplacées par des « évaluations communes » aggravant les conséquences du contrôle continu ;
- l'abandon du projet de réforme des retraites, remis au goût du jour par le gouvernement Castex.

RENDEZ-VOUS ET ACTIONS EN JUILLET

Mercredi 8 juillet, des mobilisations dans l'Éducation de la maternelle à l'université

Alors que des initiatives se tiennent dans l'Éducation ce mercredi 8 juillet, la Coordination nationale de l'Éducation et les Stylos Rouges appellent à y participer :

- Contre la Loi de programmation pluriannuelle de la recherche (LPPR) dans l'Enseignement supérieur et la recherche (qui devait être présentée au Conseil des ministres qui devait se tenir ce mercredi), rassemblement festif à Paris à l'université Paris-Diderot à 11h, à l'appel des Facs et Labos en Lutte, de l'UNEF et des syndicats CGT, FO, FSU, Solidaires de l'ESR. Des initiatives auront aussi lieu dans d'autres régions.
- En soutien à Yann, AED de Strasbourg convoqué en CCP dans le cadre de sa procédure de licenciement suite à sa mobilisation contre les E3C, rassemblement à 9h devant l'annexe du rectorat de Strasbourg.

Par ailleurs à Cahors, notre collègue Alain Rey était reconvoqué ce 8 juillet au tribunal, suite à une première convocation le 24 juin. Celle-ci est finalement déplacée au mardi 21 juillet. De même, une initiative du collectif des contractuel·le·s admissibles aux concours internes devrait avoir lieu prochainement, mais a dû être retardée. La Coordination nationale de l'Éducation et les Stylos Rouges appellent à participer à ces initiatives. Enfin des rassemblements locaux pour le réemploi des non-titulaires auront lieu ce 8 juillet, comme par exemple dans l'académie de Créteil.

Mardi 14 juillet avec les personnels de santé

Les personnels de santé (notamment le Collectif Inter-Urgences) appellent à des manifestations à l'occasion du 14 juillet, comme par exemple en Île-de-France à 14h de République vers Bastille. Ces manifestations sont aussi appelées par des intersyndicales interprofessionnelles, comme par exemple en Île-de-France à l'appel des Unions Régionales CGT, FSU et Solidaires.

La Coordination nationale de l'Éducation et les Stylos Rouges appellent à participer aux manifestations des personnels de santé, à la fois en tant qu'usager·e·s du service public de santé, en soutien interprofessionnel aux revendications des personnels soignants, mais aussi pour porter nos revendications de moyens et de conditions de travail communes à tous les services publics.

Jeudi 16 juillet avec nos 3 collègues de Melle

Alors que la suspension de nos 3 collègues de Melle a été prolongée de 4 mois et que le rectorat de Poitiers a annoncé des CAPA disciplinaires pour la rentrée, une audience intersyndicale académique se tient le jeudi 16 juillet pour défendre les « 3 de Melle ». La Coordination nationale de l'Éducation et les Stylos Rouges appellent à converger au rectorat de Poitiers le jeudi 16 juillet à 13h pour soutenir nos collègues de Melle et pour exiger la levée de leur suspension inédite de 8 mois et l'abandon de toute procédure ou sanction, même déguisée.

Contre la répression anti-syndicale et les violences policières

La Coordination nationale de l'Éducation et les Stylos Rouges appellent à participer partout en France aux initiatives qui auront lieu contre la répression anti-syndicale et les brutalités policières - dont sont victimes une partie de nos élèves. En voici une liste non exhaustive :

- manifestation le 18 juillet à Persan (95) pour rendre hommage et demander justice pour Adama Traoré et les victimes de violences policières ;
- rassemblements le 21 juillet à l'occasion du conseil de discipline d'Anthony Smith, inspecteur du travail suspendu en plein confinement pour avoir fait son travail ;
- rassemblement le 21 juillet à Cahors pour soutenir notre collègue Alain Rey, convoqué au tribunal suite à sa mobilisation contre les E3C ;
- rassemblement le 22 juillet à Paris à l'occasion du conseil de discipline d'Alexandre El Gamal, représentant syndical à la RATP, menacé de révocation pour des faits syndicaux et de grève.

PRÉPARER LA RENTRÉE... DES LUTTES

Plusieurs réformes doivent entrer en vigueur ou monter en puissance à la rentrée 2020, comme les réformes Blanquer du lycée et du Bac, la réforme de la voie professionnelle, la loi sur la direction d'école, les 2S2C, etc. De plus c'est une crise économique d'ampleur qui s'annonce à la rentrée, que le patronat et le nouveau gouvernement comptent évidemment faire payer aux services publics et au monde du travail. Ce nouveau gouvernement a été nommé dans cet objectif - preuve en est avec la remise en selle de la réforme des retraites, en dépit du bon sens - et Blanquer ne compte pas non plus infléchir ses politiques.

La Coordination nationale de l'Éducation et les Stylos Rouges appellent à s'opposer au retour de la réforme des retraites, à reconstruire la mobilisation sans attendre dans l'objectif de l'emporter, et par conséquent à tirer les enseignements du mouvement de grève à partir du 5 décembre et en prenant la mesure du rapport de force à instaurer. Nous appelons les syndicats à annoncer et préparer au plus vite une date de grève dans l'Éducation à la mi-septembre, dans un cadre interprofessionnel et unitaire, pour revendiquer l'abandon de la réforme des retraites, l'abandon des réformes et mesures de Blanquer, et un plan d'urgence pour l'Éducation à la rentrée.

La Coordination nationale de l'Éducation et les Stylos Rouges appellent à s'opposer aux conséquences de la crise sanitaire et économique pour les personnels, les élèves et leurs parents, et plus généralement pour les services publics et le monde du travail. En ce sens, nous appelons à participer ces prochaines semaines aux mobilisations du monde du travail sur nos lieux de vie ou de vacances, notamment contre les licenciements et autres « accords de performance collective ».

Enfin, la crise économique est indissociable de la répression des mobilisations, dans l'Éducation et ailleurs. Que ce soit à Melle, Dole, Strasbourg, Cahors, Clermont-Ferrand, Bordeaux, Carcassonne, Montbrison, Montauban, Nancy, Aubervilliers, Paris ou ailleurs, les cas de répression administrative et pénale se sont multipliés cette année, y compris désormais contre des responsables syndicaux départementaux ou académiques. Avec la suspension pour 8 mois de nos 3 collègues de Melle et l'annonce d'une CAPA disciplinaire à la rentrée, l'administration veut faire des exemples : ne leur laissons pas les mains libres ! La Coordination nationale de l'Éducation et les Stylos Rouges appellent à prendre la mesure de la répression dans l'Éducation, et à participer aux initiatives contre la répression, à commencer par le rassemblement de soutien du jeudi 16 juillet à 13h au rectorat de Poitiers.

La Coordination nationale de l'Éducation et les Stylos Rouges appellent à organiser des AG dès la prérentrée (notamment en posant dès maintenant une heure syndicale le 31 août) et à relancer les collectifs de travail et de lutte dans nos écoles et établissements, mais aussi dans nos villes, départements, académies...

La prochaine Coordination nationale de l'Éducation se tiendra le dimanche 30 août à 13h45. D'ici là, puissent ces vacances être reposantes mais aussi militantes, après une année éprouvante mais historique.